

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

D&S 20 ans d'histoire, n°200

- D&S, la revue -

Date de mise en ligne : dimanche 16 décembre 2012

Démocratie & Socialisme

Contribution à l'histoire de D&S

De la gauche socialiste : de 1995 à la motion 3 en 2012

1°) Face à la crise aigue du capitalisme, le socialisme est une idée neuve :

Le capitalisme connaît depuis 2008 une des plus grandes crises de son histoire avec la faillite vertigineuse de sa dictature financière mondiale : le système est condamné à l'implosion, 600 à 700 000 milliards de dollars de liquidités circulent sans équivalent marchandises. Le système délirant des banksters, traders, spéculateurs a explosé aux yeux du monde entier et creusé sa tombe depuis la chute de Lehmann Brothers. (Cf. « Dette indigne ») Les gouvernements néo-libéraux se sont arqueboute aussitôt pour le défendre. Mais austérité et récession imposées sont les seules « réponses » apportées par leur système à bout de souffle et en pleine contradiction : alors qu'il est immensément productif et abondant, il lui est impossible d'ouvrir la voie de lui-même à la répartition des richesses exigées par les besoins légitimes des peuples. Il engendre donc des revendications que non seulement il ne peut satisfaire mais qu'il opprime impitoyablement.

20 ans après l'effondrement du bloc bureaucratique dit « soviétique » (cf. « Le socialisme est une idée neuve » Ed. D&R, 1994 texte fondateur de D&S), c'est le tour de la mondialisation néolibérale de s'effondrer.

L'ensemble de la planète souffre violemment, par les pandémies, les guerres, les destructions de l'environnement, le « libre-échange » pillard, les inégalités terrifiantes du système de pillage destructeur de l'impérialisme financier : 3 hommes possèdent plus que 48 pays les plus pauvres. Les richesses sont siphonnées pour une minorité de quelques millions de privilégiés, tandis qu'un milliard d'humains sur sept milliards meurent de faim. Chaque année 1650 milliards de dollars d'armements sont dépensés. Les néolibéraux qui dirigent tous les pays les plus riches se sont lancés concurremment dans une spirale infernale de destruction des droits et acquis sociaux existants, de restauration de leurs taux de profit maximal, réaction nuisible et vaine à la vaste crise de surproduction qu'ils ne parviennent pas à surmonter.

2°) Le salariat, grande classe révolutionnaire

Les forces de résistances à gauche ont été affaiblies au XXe siècle par des dizaines d'années de contre-révolution stalinienne, par des dizaines d'années de collaboration de classes de la part des appareils et directions sociales-libérales. Bien des théories vitales, bien des praxis radicales, démocrates, révolutionnaires expérimentées depuis deux siècles, et dans tous les continents, ont été oubliées, défigurées, abandonnées alors qu'elles avaient émergé des luttes sociales elles-mêmes et fécondé d'admirables forces militantes.

Mais le socialisme renaît toujours du combat des forces sociales qui redécouvrent le meilleur de leur histoire militante de génération en génération. Ainsi le salariat, paradoxalement, s'est développé dans le monde entier, et compte près de 2 milliards d'humains, ce qui est nouveau. C'est lui qui crée les richesses et qui n'en reçoit pas la part qu'il mérite : spolié, privé, assailli par les politiques néo-libérales, et les diktats de la haute finance, il est capable de résister, de manifester, et de reconstruire suffisamment ses forces pour renverser une fois encore le cours de l'histoire du capitalisme. (D&S l'a analysé chaque mois depuis 20 ans : lire « Salariat si vous saviez » Ed. La Découverte...)

On l'a vu en Amérique latine, dans la dernière décennie, face au pillage du FMI : du Brésil à l'Argentine, du

Venezuela à l'Equateur, de Cuba au Nicaragua, la gauche a parcouru un grand chemin et gagné de nombreuses positions. On voit le salariat se réveiller, tâtonner, gronder en Europe, depuis 2008, face aux crises dite « des subprimes » puis à la crise dite « de la dette ». En trois ans, de Paris à Athènes, Madrid, Rome, Lisbonne, Londres, Bruxelles, ce sont des dizaines de millions de manifestants qui ont bougé. L'heure des brasiers est devant nous. Nous ne savons quand la plaine s'enflammera, quand la place Tahrir aura un nom français, mais il est sûr qu'une étincelle, à un moment donné, mettra en mouvement des millions de salariés conscients qui n'attendent que cela.

3°) Mai 68 histoire sans fin

En France, la résistance est sans doute la plus grande, la plus profonde, la plus ancienne et la plus durable. (cf. Mai 68 histoire sans fin Ed/ Flammarion 1998 puis Ed. Gawsewitch 2008) Nous avons le salariat sans doute le plus politisé et le plus actif au monde. Depuis 1981 c'est cette « majorité sociologique » (selon les mots de François Mitterrand) qui est majoritaire. Encore faut-il que ses dirigeants et partis la stimulent et la fassent vivre.

Alors que la direction de la gauche est divisée et n'est manifestement pas à la hauteur, on doit souligner la combativité maintenue, en 1994 (école et CIP) en nov-déc 95 (face au plan Juppé) en 1997 (victoire électorale) en 2003 (pour les annuités de retraites) en 2004 (20 régions sur 22 à gauche) en 2005 (55 % des voix le 29 mai contre le TCE) en 2006 (contre le CPE). C'est par une mauvaise campagne insuffisamment sociale de la gauche que Sarkozy a pu passer en 2007 mais il a été minorisé tout son quinquennat : il a perdu toutes les élections municipales, régionales en 2008, 2010, et même le Sénat en 2011... La victoire de François Hollande en ce sens a été rendue possible.

En 2010 près de 8 millions de manifestants sont descendus dans les rues pour défendre la retraite à 60 ans. On a été à la mi octobre à « un cheveu » d'une grande grève générale comme en mai 68. Bien qu'appuyé inconditionnellement par le CAC 40 et par des médias tout puissants (Bouygues, Lagardère, Arnaud, Dassault, Pinault) Sarkozy a été le « président » le plus haï de notre histoire. Cette haine fut méritée, car il a été le bras armé le plus dangereux car le plus corrompu, le plus cynique de la réaction, qui veut mettre à mal tous les droits et acquis sociaux existant depuis la 2° guerre mondiale.

Nous nous sommes donc engagés dans un affrontement décisif à travers la bataille sociale et électorale de 2012. La gauche largement majoritaire à elle seule dans tout le pays, avait la chance de gagner la difficile et ingrate élection présidentielle. Encore fallait-il que des forces conscientes, unitaires, pèsent pour que ses partis et syndicats soient à la hauteur des attentes du salariat, et sachent le mobiliser, le rassembler. D&S a pesé en ce sens.

4°) La France est de gauche, le PS est le 1er parti de gauche :

La force de loin la plus importante, et très largement, à gauche, est le Parti socialiste. Il dirige 2 villes sur 3, 20 régions sur 22, 61 départements sur 100, un fort groupe parlementaire, la conquête du Sénat à gauche est une première depuis 200 ans. Il a de profonds liens historiques avec les syndicats et avec le milieu associatif. Il dispose de 100 000 adhérents, de dizaines de milliers d'élus, et il pu et su mobiliser deux fois 3 millions d'électeurs pour contribuer à des primaires désignant son candidat. Le PS français est le seul d'Europe qui ait gardé un système de représentation proportionnelle qui garantit une vie politique relative mais réelle en son sein. Aucune rupture significative n'est intervenue à ce jour qui démontre un changement de « nature » du PS comme certains se plaisent à le décrire : ce genre de changement ne s'opère pas par un glissement progressif insensible que l'on constaterait par l'analyse des « mots » utilisés par les dirigeants. Du point de vue de sa genèse historique, de sa continuité organisationnelle, de ses références programmatiques générales, de ses liens avec les syndicats, de son rôle dans les luttes sociales, il n'y a pas de rupture, le PS centenaire, 1905-2005, est encore le grand parti social-démocrate de ce pays. Toute action à gauche doit partir de cette réalité. Sans le PS en l'état actuel des rapports de force, il est impossible de battre Sarkozy. Son candidat François Hollande est le mieux placé pour y parvenir le 6 mai 2012.

Ceux qui le nient, à gauche, sont malheureusement aveuglés par le sectarisme ou l'ignorance, mais ils sont peu nombreux. Par contre, des millions d'électeurs de gauche, dans et hors du PS, sont parfaitement conscients des insuffisances et contradictions du programme du PS, et des limites que cela apporte aux chances de victoire dans un scrutin présidentiel plus difficile, plus biaisé, plus antidémocratique que les autres. Nous sommes des amis de l'autre gauche qui va du PG au NPA ou à LO, en ce sens que nous ne nions pas, nous reconnaissons son rôle, mais nous pensons qu'il est insuffisant dans le paysage actuel pour entraîner le PS dans le bon sens. Rien ne peut remplacer le débat au sein de ce grand parti, rien ne peut éviter qu'y militent des courants convaincus, éduqués, unitaires en faveur d'un programme commun.

5°) Construire l'unité de toute la gauche

Pendant plusieurs décennies, les fondateurs de la revue D&S ont pensé qu'il fallait pour, faire évoluer la gauche, notamment après mai 68, construire un « noyau », d'abord pour bâtir un « parti révolutionnaire » tout neuf puis au moins une organisation assez forte pour influencer et imposer un front unique à toute la gauche. Ils ont agi ainsi pour la majorité d'entre eux, jeunes et syndicalistes, au sein de la LC, de la LCR, de la QI, pour, selon le meilleur de la culture trotskyste, construire le « front unique » en marche.

Nous avons d'abord été confrontés au fait que les organisations traditionnelles, PCF et PS non seulement se maintenaient, mais se renforçaient, dans les années 70. Puis nous avons vérifié que, pendant toutes les années 80, en dépit des errements de l'austérité de 1983, après la chute du mur de Berlin et du bloc dit soviétique, les mêmes organisations traditionnelles se développaient dans le monde entier (Brésil notamment). Bloqués au sein de la LCR par le refus gauchiste, obstiné et incohérent de sa direction, de comprendre ce phénomène, nous en avons tiré la conclusion, et avons choisi de rompre avec cette pratique pour adopter le choix collectif de militer au sein du parti socialiste en 1994. Globalement sur un programme social inchangé (35, 60, 1700, 20^{Ve} République sociale...) Nous oeuvrons, depuis, pour une orientation générale d'unité des 8 partis de gauche, des 8 syndicats, sur un programme défini au coeur de la gauche, pas à ses marges, pour contribuer à la naissance d'un grand parti uni de toute la gauche capable de réussir la transformation démocratique et en profondeur de la société. Il faut transformer la gauche en transformant le pays. Sans unité de toute la gauche, rien de grand ne s'est fait et ne se fera.

6°) Le choix de la gauche socialiste au coeur de la gauche

Cette ligne générale suivie par D&S est confirmée globalement depuis 20 ans. Nous avons cherché à la fois à regrouper une gauche socialiste et à l'élargir pour ne pas en refaire une minorité isolée des forces vives au sein même du parti. Nous n'avons jamais voulu reproduire au sein du parti socialiste la pratique d'un courant délimité et fermé sur lui-même.

C'est ainsi que nous avons choisi en 1995 en fusionnant démocratiquement avec la gauche socialiste de Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon, Marie Noëlle Lienemann, Harlem Désir (entre autres) une gauche socialiste ouverte.

Nous avons presque réussi à atteindre cet objectif quand la GS obtenait des marques de 13 à 17 % voir 25 ou 33 % des voix sur certains votes, amendements, contributions, motions. Il faut rappeler et souligner qu'en mars 1996 nous avons obtenu une nette majorité, soit 52 % des voix des militants socialistes, sur un texte qui s'intitulait « Tourner la page de Maastricht ». Au Congrès de Brest nous eûmes 10 % des voix dans des conditions difficiles. Au congrès de Grenoble, nous eûmes 13,5 % des voix, devant le courant d'Henri Emmanuelli.

On doit aussi souligner que nous avons pesé de façon assez décisive pour les 35 h sans perte de salaire, pour un gouvernement rouge, rose, vert, pour le contenu détaillé de plusieurs lois dont les deux lois sur les 35 h et celle sur la modernisation sociale.

Nous avons fait entrer nombre de points de droit du travail, le contrôle administratif sur les licenciements et l'avis conforme des comités d'entreprise dans les textes du parti.

L'inventaire détaillé de ces années « Jospin » démontre que nos combats ont eu un rôle utile et concret même si, bien sur, cela était très insuffisant, ne serait-ce que dans la campagne dramatique électorale de 2002. Nous voulions tellement une gauche socialiste ouverte que nous avons défendu dès le congrès de Grenoble l'unité avec Henri Emmanuelli.

Il y eut des moments de « grâce » à cette époque, 1997- 2000 où la GS jouait son rôle, avec un fonctionnement collégial, presque démocratique, politiquement efficace. Si elle avait tenu au delà du 21 avril 2002 c'était son heure, c'était sa force...

Nous avons lutté de toutes nos forces après la terrible défaite du 21 avril, en 2002 et 2003 pour qu'à la fois, la GS se maintienne structurée et s'élargisse vers d'autres opposants comme Arnaud Montebourg et Henri Emmanuelli.

Mais nous avons lourdement échoué, et cela se paie encore dix ans après, en ne réussissant pas à empêcher la scission qui résulta de l'antagonisme politique et personnel, intolérable et injustifié entre Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon. Les questions de personne sont insupportables. Une véritable gauche socialiste, ça doit faire de la politique autrement, pas seulement dans les textes mais dans la vie. Démocratie, rigueur politique, action collective sont devenues, à travers les épreuves, des CONDITIONS d'existence d'une gauche socialiste.

En août 2003, nous avons lutté jusqu'au bout pour l'unité de la GS. Nous y étions majoritaires politiquement devant les 950 militants présents qui ont voté notre texte (cf. Thèses de Nantes 2002 et surtout 2003). Mais faute de force regroupées, organisées, volontaires, nous avons été incapables d'imposer l'unité de la Gauche socialiste. Faut de position institutionnelle assez forte, il nous fut impossible d'empêcher les deux duettistes de désespérer ensuite et de briser cette aspiration, pourtant majoritaire, des militants GS. Dray, après un moment à NPS, est reparti dans les rangs de la direction et Mélenchon, après avoir cassé la GS, créait un « Nouveau Monde » éphémère : aucun des deux ne voulaient plus de cette unité-là.

Nos efforts ensuite pour aller chercher d'un côté, Henri Emmanuelli et de l'autre Arnaud Montebourg, se sont concrétisés un court moment dans le rassemblement NM-NPS-FM pour le « non » au référendum interne le 10 avril 2004 (date du des plus grand meeting unitaire de la gauche du PS avec 40 % des voix).

Battus au referendum interne (« oui » ou « non » au TCE) du 1er décembre 2004 à cause d'un vote non loyal, nous avons initié la bataille publique pour le « non » avec le trio socialiste. Nous avons ainsi contribué à la victoire du 29 mai ou 59 % des électeurs socialistes ont voté « non » avec 55 % des Français. L'ampleur de cette victoire nous a valu en retour d'être ostracisé en partie par la direction après que nous ayons refusé la « synthèse » artificielle et inutilement manipulée du congrès du Mans en novembre 2005. Nous avons traduit notre opposition à cette synthèse inutile par la rupture avec ceux qui s'y étaient ralliés et nous avons tenté de construire un autre courant, pour dépasser les 5 %, avec Forces Militantes de Marc Dolez, que nous avons croisé, lui tenté par la sortie, nous tentant de nous construire une place, sans nous rallier de façon opportuniste mais en cherchant à nous intégrer.

Nous avons soutenu Laurent Fabius en 2006 mais celui-ci a repris son positionnement antérieur au « non ». Tâtonnant pour éviter une marginalisation d'autant plus imméritée que nous avons eu raison, nous avons recherché des alliés avec Alternatives socialistes, avec Force militante de Marc Dolez, avant qu'il ne sorte du PS pour accompagner Jean-Luc Mélenchon. Ce fut le moment où la gauche du parti était en miettes : Jean Luc Mélenchon votait la synthèse au congrès du Mans (novembre 2005) et construisait « PRS » qui rompa à nouveau avec Henri Emmanuelli. Marie-Noëlle Lienemann travaillait avec Laurent Fabius puis construisit « Gauche avenir » avec Paul

Quilès. Marc Dolez se sépara de nous parce que nous faisons quand même la campagne de Ségolène Royal contre Sarkozy. Jean Luc Mélenchon refusa toute reconstruction de la GS avec nous et sans doute, se préparait-il avec PRS à la sortie qu'il a effectuée le 6 novembre 2008. Montebourg louvoyait entre la rupture avec NPS et le ralliement à Ségolène Royal. Parallèlement tout le parti implosait et rien ne restait de la synthèse du Mans. Même Henri Emmanuelli avoua mais trop tard que ladite synthèse était une « erreur ». La GS était morte alors qu'il n'y avait même plus de majorité de direction du PS après l'annonce du départ de François Hollande du secrétariat.

7°) La tentative avortée de reconstruire une gauche socialiste avec UMA :

Après la défaite de Ségolène Royal, obstinés à ne pas cultiver un quelconque isolement nous avons lutté, à La Rochelle 2008, en vue du congrès de Reims 2008, à un nouveau rassemblement au sein d'UMA (« un Monde d'avance »), acceptant que Benoît Hamon en soit la tête de liste. Dès le début nous avons réclamé un fonctionnement collectif, essayé d'imposer un contenu politique social clair et nous avons demandé des garanties : il faut dire que des promesses claires, publiques et renouvelées pour ce que nous demandions ont été faites, alors, par Benoît Hamon, mais aucune n'a été tenue, ni notre représentation au Bn, ni le contenu des textes (qui nous a été imposé et qui était plutôt mauvais) ni le fonctionnement collectif (qui a été réduit délibérément à néant). Pourtant tous les atouts de la réussite étaient éphémèrement réunis : sept contributions ont été réunies, Dolez, Fleury, Larrouturou, Lienemann, Mélenchon, Emmanuelli et nous ! Nous nous retrouvions dans un même courant qui obtint 18,5 % des voix et 17 fédérations, dont un nombre important d'élus. C'était paradoxalement un des plus beaux scores qui aurait pu revivifier une nouvelle « gauche socialiste » mais ce ne fut hélas, encore une fois, pas le cas : ni Henri Emmanuelli ni Benoît Hamon n'ont voulu jouer collectif, n'ont pas tenu leurs promesses, Mélenchon s'est éclipsé, et peu à peu le courant UMA s'est effrité. Nous avons pourtant un gros point commun pour notre loyauté si mal récompensée envers UMA : c'est d'avoir construit ensemble une majorité avec Martine Aubry qui affirmait vouloir « une maison commune de la gauche ». Il s'est révélé faux « que Ségolène Royal avait gagné dans les urnes et dans les coeurs », comme disait JL Mélenchon le 6 novembre 08 pour justifier son départ et son changement de pied par rapport à notre combat commun. Nous avons évité aussi du même coup « que le PS n'aille au Modem comme la rivière va à la mer ».

Sans NOS voix Martine Aubry n'aurait pas été élue Première secrétaire. Sans nos voix, cette majorité n'aurait pas tenu ni pu rassembler peu à peu le parti jusqu'aux primaires des 9 et 16 octobre 2011. Cette stratégie, s'il fallait la refaire nous la referions. Nous avons été loyaux jusqu'au bout tout en donnant les conseils et éléments de programmes, qui, s'ils avaient été entendus, auraient été victorieux à coup sûr. Nous devrions avoir une médaille de loyauté et une autre de lucidité : il aurait été possible pour Martine Aubry de gagner. Mais il fallait au moins qu'elle marche tôt et à fond dans les pas de la grande bataille pour défendre la retraite à 60 ans que nous avons mené en 2010 dans un large front unique.

Le bilan des primaires (cf D&S n° 188/189) démontre que ce parti est toujours à la croisée des chemins entre une gauche qui se cherche (44 % derrière Martine Aubry avec UMA et D&S dedans) et 17 % des électeurs qui ont cru la voir en Montebourg, et la droite de Valls qui n'a atteint péniblement que 5 %.

Le PS n'est donc ni passé à droite, ni sclérosé par le social libéralisme, il est toujours poreux aux mouvements sociaux, aux rapports de force politiques : les primaires en ont donné une image. L'aile libérale consolidée atteint sans doute 20 % et est très forte dans l'appareil, mais l'aile gauche est large et vaut dans les 20, 25 ou 30 % des voix militantes (nous le disions un an avant de le vérifier au congrès Toulouse !). Le « centre » vaut 40 à 50 % mais par définition il est tiraillé et fluctuant face aux luttes sociales. Il faut donc réussir, c'est toujours notre objectif, une alchimie particulière pour faire pencher le plateau de la majorité dans la balance en s'appuyant sur les luttes sociales au bon moment pour le socialisme contre le social libéralisme.

8°) Batailles d'idées dans le parti et batailles sociales combinées :

Nous n'avons jamais perçu notre capacité d'influer le cours du parti, de l'ancrer à gauche sans nous appuyer sur la force effective du mouvement de masse. Les batailles politiques aussi intelligemment soient-elles conduites au sein du parti, de ses sections, de ses fédérations et de son appareil, ne peuvent l'emporter sans la force entraînant des exigences et du mouvement social de masse. Une gauche socialiste se conçoit, selon nous, comme un cadre militant, un courant, une sensibilité socialiste unitaire, au coeur de la gauche, ouverte et socialement implantée, capable au bon moment de peser de façon décisive, sur des points précis (for one single issue) ou plus globaux (une assemblée constituante) dans le bon sens en faveur de la transformation sociale.

Nous savons que la reprise des « 35 h sans perte de salaire » par Lionel Jospin en juin 1997 n'est pas seulement le fruit de notre pétition de l'époque, ni de notre bataille dans la GS, mais surtout de novembre-décembre 1995. Nous savons que notre score de 52 % pour « tourner la page de Maastricht » en 1996 n'est pas seulement le fait que nous ayons réussi à convaincre JL Mélenchon de rompre avec son vote pour Maastricht, mais cela provenait d'une maturation, déjà, dans les esprits, à gauche, du rejet des effets indésirables de l'Europe libérale. Nous savons que les batailles pour de nombreux éléments du droit du travail entre 1997 et 2002 correspondaient à des attentes sociales profondes que Lionel Jospin a perdu quelque part devant les salariés de Danone (Cf. bilan du gvt Jospin, in D&S 2002 et « Revue socialiste » repris pour les 20 ans dans le n°199). Nous savons aussi que nous étions à l'origine du mot d'ordre de « VIe République sociale »... Nous savons que si François Hollande s'est prononcé en clôture du congrès de Dijon en mai 2003, pour « la retraite à 60 ans à taux plein » lâchant Chérèque et faisant applaudir Thibault, c'était sous notre pression directe, mais aussi et surtout sous la force de la mobilisation sociale extraordinaire de ce moment-là. Nous savons qu'il a fallu faire, pas seulement le combat en interne, mais comme nous l'avons fait avec le « trio socialiste » plus de 86 meetings devant 36 000 participants, en deux mois de mars à mai 2005, dans 20 régions, pour « arracher avec les dents » les voix socialistes pour le « non ». Nous savons que, même contre le CPE, la position initiale du parti fut ambiguë, et que c'est notre travail concret sur le terrain qui a facilité avec la jeunesse du parti tout entière, la victoire écrasante d'avril 2006 contre Chirac et Villepin. De même nous avons maîtrisé et poussé cette stratégie presque à la perfection, en combinant le débat interne, la participation au courant UMA, et les 100 meetings et 8 manifestations unitaires de 2010 en défense de la retraite à 60 ans sans décote. D&S a été avec ses livres (Cf. une vraie retraite à 60 ans c'est possible »), revues, articles, internet, réunions unitaires, meetings de masse, un réseau actif en lien avec toute la gauche qui a d'ailleurs salué notre travail combinant divers éléments d'action internes et externes de février à novembre 2010. Il s'en est fallu d'un cheveu que vers la mi-octobre, il n'y ait une grève générale et une place Tahrir à Paris. Nous gardons cela comme modèle de stratégie, car nous pensons que c'est à chaud et dans le mouvement social que les choix que nous espérons se feront. Mais nous avons appris que pour faire cela, il ne faut cesser de le répéter, il faut que la gauche socialiste soit démocratique et forte, « le social au coeur »..

9°) Faire réussir le gouvernement en poussant à gauche

Pour la campagne présidentielle 2012 notre orientation fut toute tracée : nous avons concentré toutes nos connaissances, toutes nos forces, toute notre action pour faire gagner François Hollande, y compris en dépit des limites de son orientation affichée.

François Hollande fut un Premier secrétaire brillant, nous l'avons toujours dit, il s'est toujours situé dans la lignée de Lionel Jospin avec ses atouts et ses limites, une fois désigné, il avait la capacité de gagner. Mais il transporte avec lui des handicaps pour mobiliser car lorsqu'il a été obligé de faire des choix, il a souvent tranché vers les sociaux libéraux et beaucoup moins vers la gauche socialiste. Il est encore bien trop tôt en décembre 2012 pour juger de son quinquennat, mais son démarrage est, disons, laborieux (cf. les derniers n°196 à 199 de D&S) Nous voulons qu'il réussisse ! Nous sommes ses plus fermes soutiens contre la droite mais pas quand il donne 20 milliards de crédit d'impôts sans contrepartie au Medef ! La bataille va donc être rude et profondément clivée du fait de la violence des attaques de la finance, de Merkel, du Medef, des « marchés ». Il sera difficile de rester ambigu sur la dette, les choix budgétaires à 3 % vers 0,5 %, face à l'urgence sociale créée par 5 millions de chômeurs et 10 millions de pauvres !

Si notre gouvernement ne réussit pas, il y aura vite sanction électorale et la droite UMP/FN reviendra, hélas ! Mais il y a aussi beaucoup de chances que la radicalisation sociale pousse notre gouvernement vers la gauche, par impatience, révolte, indignation, colère. Et comme le PS est poreux à sa base sociale, comme ce gouvernement dépend de ses électeurs, il finira par entendre. Et il y aura un moment, à la confluence des luttes politiques et sociales, ou la gauche socialiste aura un rôle central : c'est exactement à cela que nous nous préparons, tous nos efforts visent à être prêts pour peser de façon décisif à un dénouement victorieux lors de cette épreuve. C'est pourquoi, chaque jour nous écrivons des argumentaires, la bataille d'idées est essentielle. Nous voulons faire un travail d'éducation populaire et rassembler, recruter sur cette base. Chaque semaine nous contribuons à défendre ce qui selon nous devrait être défendu par un gouvernement de toute la gauche pour augmenter les chances de victoire du salariat, pour une profonde transformation sociale. Nous faisons en ce sens tous les meetings, tous les écrits et discours possibles, toutes les mobilisations nécessaires. D&S est au front et cela se voit, cela s'est vu au congrès de Toulouse.

10°) De Reims à Toulouse, d'ex UMA à la motion 3 :

Mais notre problème tactique de 2008 à 2012 est venu de ce que la gauche socialiste n'a pas été remplacée par « UMA », que les dirigeants d'UMA n'ont pas été loyaux, qu'ils ne font pas vivre le courant, ne permettent ni la démocratie ni la représentativité. Dès le départ, ils ne nous associaient pas à l'écriture des textes qu'on découvrirait comme les autres - ce qui est la pire insulte qui pouvait nous être faite. Dès le départ, ils ne nous ont pas respectés sur les candidatures que nous proposons. Dès le départ, ils ont travaillé sans nous dans toutes les commissions du parti. Dès le départ, ils ont bloqué notre place au BN alors que c'était « promis » et particulièrement facile que nous soyons. Les positions que nos camarades ont légitimement gagnées l'ont été sans eux, voire contre eux, et, dans d'autres cas, les dirigeants d'UMA ont joué double jeu, et ont menti sur leurs promesses et nous ont fait perdre des positions acquises. En raison des priorités politiques (il s'agissait alors de faire gagner Martine Aubry), nous nous sommes tus mais ce n'était pas sérieux de continuer à se laisser ainsi mépriser. Nous avons été patients, modestes, voire effacés. Nous avons été diplomates, respectueux et fraternels jusque dans les détails. Mais ils ont coupé le plus souvent tous les liens, ne répondant même pas au téléphone. Ils ont écarté tous nos candidats même lorsque ceux-ci s'imposaient naturellement (comme dans la Marne). Au lieu de gagner en représentation institutionnelle comme nous l'espérons, comme cela eut été légitime et naturel, vu notre loyauté constante, de 2008 à octobre 2012, le principal blocage est venu de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli. Cela s'est vérifié aux européennes, aux régionales, aux sénatoriales, aux législatives. Jusqu'à ce qu'ils jettent bas le masque et refusent de faire une motion pour le congrès de Toulouse. « Un Monde d'avance » a pris alors un « monde de retard ».

Nous étions sans aucun doute une des principales composantes idéologique, théorique, politique, sociale, militante d'ex-UMA, et nous n'avons pas eu la reconnaissance minimum qu'elle méritait. Mais les quelques dirigeants d'ex-UMA nous ont considéré comme n'existant pas et n'ont ni proposé, ni voulu aucune forme d'association, d'activité commune réelle. Lorsque nous avons annoncé notre intention de faire une motion quoiqu'il arrive, au congrès de Toulouse, ils nous ont menacé de nous « ramener à 4 % ».

(Ce ne fut pas le cas, nous en étions certains, et tout le monde le sait maintenant. Les votes des 11 octobre, 18 octobre et 15 novembre 2012, ont encore une fois montré un espace à gauche très ouvert dans le parti socialiste, de 25 à 30 % des voix exprimées ! Le vote du 11 octobre est un vote qui a poussé à gauche : il est bon pour le parti, bon pour le gouvernement, bon pour le pays ! (Bon pour consolider une force capable de peser, comme nous le voulons au moment décisif.

Malgré un congrès expédié à la va-vite, malgré une pression à l'unanimité, les textes des motions arrivés une semaine avant le vote, les adhérents ont trouvé le moyen de dire ce qu'ils avaient à dire.

(D'abord en s'abstenant. Ce n'est certes pas la meilleure façon de procéder. Mais de nombreux adhérents,

désabusés par l'absence de répondant de notre gouvernement, dépités par un congrès où tout semblait joué d'avance, ne sont pas venus voter.

Ensuite, et surtout, en votant pour la motion 3 qui est arrivée en seconde position, nationalement. Nous avons mis les questions sociales, les questions de salaire, d'emploi, de droit du travail, de contrôle des licenciements, de redistribution des richesses, au coeur des débats. Avec la motion 3 on a dit clairement que la priorité c'était la lutte contre le chômage, pas de rembourser les banquiers.((

En votant, aussi, pour la motion 4. Les propositions de cette motion, si elles ne répondent pas à l'urgence sociale et ont tendance à se positionner beaucoup trop à moyen ou à long terme, se situent incontestablement à la gauche de notre parti. Elle s'est souvent dite en accord avec la motion 3 et a été perçue comme telle.((

La gauche de notre parti, celle qui s'était présentée sous ses propres couleurs, représentait donc, malgré tous les obstacles, le 11 octobre, un peu plus du quart des votants de notre parti. Nationalement, la motion 3 a obtenu 13,62 % des suffrages, la motion 4 en a recueilli 11,99 %, soit 25,61 % au total.

((Les deux autres motions 2 et 5 ont obtenu respectivement 5,15 et 1,37 % des voix en s'attachant essentiellement aux dysfonctionnements non démocratiques du parti.

((Ces 25 % ne sont bien sûr qu'un point de départ, un levier pour amener notre parti à peser de tout son poids pour que la politique du gouvernement prenne en compte les aspirations du salariat. Il y a toujours eu un fort courant dans notre parti qui sait écouter, mieux que les autres, les salariés, leurs revendications, les syndicats, qui met à juste titre les préoccupations salariales sur le devant.

« **Sans arrêt sur le métier tu remettras l'ouvrage** ». Nous tentons en 2013 de reconstruire la GAUCHE SOCIALISTE en mieux, en plus démocratique, en collectif, en tirant les leçons du passé récent, et sur un programme tel que nous le défendons depuis 20 ans. Ce n'est pas joué, nous y reviendrons, sur la meilleure façon d'agir pour que vive la motion 3 dorénavant. Mais pour les 20 ans de D&S nous avons le sentiment que notre expérience, notre continuité, notre praxis, apportent quelque chose au parti socialiste tout entier, à la gauche, au mouvement social.

A suivre... Gérard Filoche